

## **Cnis - Préparation du Moyen terme 2014-2018**

**Bureau du 2 juillet 2012**

**Objet : Présentation de la démarche Moyen terme 2014-2018**

### **Contexte et objectifs**

Durant le moyen terme 2009-2013 le contexte de la statistique publique a évolué sur plusieurs plans : d'une part, les propositions qui avaient été formulées en 2008 ne pouvaient encore prendre la mesure de l'ampleur de la crise économique et financière et ses effets, tant sur le plan des thématiques relatives au social que celles concernant le système productif. D'autre part, les conditions de réalisation de la statistique publique ont été sensiblement modifiées avec notamment la montée de l'usage d'Internet, les restrictions budgétaires et les réformes de l'Etat.

Enfin, la gouvernance de la statistique publique a été renforcée (loi LME). Dans ce cadre, la démarche moyen terme du Cnis doit se centrer sur sa mission principale qui est de révéler la demande sociale et organiser la concertation entre producteurs et utilisateurs.

Dans ce contexte, le *bilan* du moyen terme précédent dont est chargé le Cnis doit servir à identifier les progrès accomplis mais également les manques qui ont été soulignés lors des débats dans les différentes instances du Cnis. *Les orientations de moyen terme* doivent permettre de fixer les grandes attentes des utilisateurs pour la période 2014-2018. Celles-ci seront soumises aux producteurs pour établir leurs programmes statistiques à moyen terme.

L'actuel Moyen Terme 2009-2013, en cours d'exécution, arrive à échéance fin 2013. Il convient donc de lancer dès à présent une démarche de concertation au sein du CNIS pour le moyen terme 2014-2018. L'objectif, pour cette réunion de bureau, est d'esquisser la démarche générale, le calendrier et les premiers thèmes transversaux qui pourraient faire l'objet de Rencontres ou de Groupes de travail.

## **1. La démarche Moyen terme 2014-2018**

### **1.1. Bilan du moyen terme 2009-2013**

Le bilan sera élaboré en deux temps, fin 2012 et fin 2013. La dernière année d'exécution sera également l'année d'élaboration du prochain moyen terme. Aussi, par anticipation, une version provisoire à fin 2012 sera réalisée et elle servira à dégager des premières grandes orientations du prochain moyen terme.

Cet avant-projet pourrait faire l'objet d'une intervention du président du Cnis à l'ASP en décembre 2012. Cette version sera consolidée avec l'année d'exécution 2013 pour établir un rapport définitif validé par le Bureau du Cnis à l'automne 2013 et approuvé en Assemblée plénière en janvier 2014.

L'avant-projet de bilan d'exécution du moyen terme 2009-2013 sera élaboré à partir des documents disponibles au Cnis, notamment les avis et recommandations, la contribution des services producteurs et la consultation réalisée au deuxième semestre 2012, auprès des présidents et rapporteurs des Commissions, des membres du Bureau et auprès d'autres experts. Cette version, consolidée d'ici les commissions de printemps, sera présentée à celles-ci pour ce qui les concerne.

## **1.2. Elaboration des orientations du moyen terme 2014-2018**

Le projet de MT sera présenté au Bureau de décembre 2013. Il pourrait faire également l'objet d'une intervention du Président du Cnis à l'ASP en décembre. L'assemblée plénière du Cnis sera invitée à adopter le rapport, les avis et les orientations de moyen terme en janvier 2014.

### 1.2.1. Deuxième semestre 2012 : Travaux préalables

La démarche générale est proposée lors de la réunion de bureau de juillet 2012. Des premières idées de thèmes sont proposés à la discussion.

Les thèmes identifiés qui pourraient faire l'objet de concertation dans le cadre de deux ou trois Rencontres, d'un ou deux Groupes de travail ou bien en Commissions seraient présentés de façon détaillée en Bureau à l'automne 2012.

Ils seraient issus de trois démarches parallèles :

- Consultation des Présidents de Commission, des membres du Bureau et de quelques autres experts, sur la base d'une grille d'entretien qui leur aura été transmise et d'éléments figurant dans l'avant-projet de bilan.
- Elaboration d'une note qui fera ressortir les objectifs et les thèmes relatifs aux besoins européens qui impacteront la production statistique issus du programme statistique européen en cours d'approbation.
- Synthèse des besoins pour une information statistique territorialisée, issue des avis de la Commission Territoires, de la consultation régulière des directions régionales auprès de leurs partenaires et de la veille organisée par les services de diffusion de l'Insee.

En décembre 2012 et au Conseil de janvier 2013 la démarche complète serait détaillée et les trois documents pourraient être présentés.

### 1.2.2. Année 2013 : Déroulement de la concertation pour définir les orientations moyen terme

Durant l'année 2013, les orientations détaillées s'élaboreront au sein du Cnis dans les différentes instances : Bureau, Commissions, Rencontres et Groupes de travail.

Des documents seront soumis à la discussion sur la base des travaux réalisés au 2<sup>ème</sup> semestre 2012 et par les services producteurs. Des esquisses d'avis d'orientation de moyen terme seront formulées à chaque étape. Ceux-ci seront, synthétisés par les présidents qui les présenteront au bureau de juillet 2013.

Au deuxième semestre 2013, le bilan du précédent moyen terme, les orientations détaillées avec les projets d'avis et le rapport seront finalisés et leurs cohérences seront examinées en Commissions ou en Intercommission et en Bureau.

### 1.2.3. Approbation des orientations Moyen terme 2014-2018

Le rapport constitué du bilan du précédent moyen terme, des orientations détaillées et des projets d'avis sera soumis à l'approbation du Bureau de décembre pour adoption en assemblée plénière en janvier 2014.

### 1.3. Calendrier de la démarche moyen terme

|                           |  |  |
|---------------------------|--|--|
| 2 juillet 2012            | Bureau du Cnis élargi aux Présidents de commission | Présentation de la <b>Démarche Moyen terme</b>   |
| 3 octobre 2012            | Bureau du Cnis                                     | Point d'avancement de la consultation et du Bilan  |
| septembre – novembre 2012 | En continu   | Consultation des Présidents de Commission et membres du Bureau et autres experts   |
| 3 décembre 2012           | Bureau du Cnis élargi aux Présidents de commission | Avant-projet de Bilan, premières grandes orientations, information sur le programme européen et présentation détaillée de la démarche moyen terme avec les thèmes des Rencontres |
| 19 décembre 2012          | Intervention du Président du CNIS à l'ASP          | Avant-projet de Bilan 2009-2013  |
| janvier 2013              | Assemblée plénière Cnis                            | Informations sur les éléments de Bilan et premières grandes orientations, calendrier de la concertation (Rencontres, Intercommissions ..)  |
| mars 2013                 | Bureau du Cnis                                     | <b>Présentation du Bilan complet</b> par les rapporteurs et expression des besoins prioritaires  |
| Premier semestre 2013     | 2 ou 3 Rencontres et groupes de travail MT         | Concertation sur les orientations Moyen terme 2014-2018  |
| mars à juin 2013          | Commissions de printemps                           | Bilan et grandes lignes des orientations à MT, des programmes statistiques MT et projet d'avis sur ces programmes  |
| juillet 2013              | Bureau élargi aux Présidents de commission         | Présentation des esquisses des projets d'avis MT par les Présidents sur les orientations détaillées  |
| septembre à novembre 2013 | Commissions  | <b>Projets d'avis MT</b> consolidés avec les rencontres et Groupes de travail  |
| octobre                   | Bureau   | Point d'avancement sur les orientations détaillées   |
| décembre 2013             | Bureau élargi aux Présidents de commission         | <b>Examen des orientations détaillées à Moyen terme et des projets d'avis</b>  |
| décembre 2013             | Intervention du président à l'ASP                  | Information sur les grandes axes du moyen terme  |
| Janvier 2014              | Conseil  | <b>Approbation du Rapport, du Bilan et des Avis MT</b>   |

*Les textes en gras signalent des documents qui seront produits et les zones grisées des points d'étape importants dans la démarche pour les membres du Bureau et les Présidents de Commissions*

## 2. Premiers thèmes proposés à la discussion au Bureau

Il s'agit d'avoir un premier échange avec les membres du Bureau et les Présidents de Commission sur les thèmes qui paraissent prioritaires à l'horizon de 5-10 ans et pour lesquels la statistique publique doit se préparer.

La liste présentée ici est une première approche avec des thèmes d'ampleur très variables. Elle n'est pas non plus exhaustive, ni hiérarchisée. Le questionnement sera approfondi lors des consultations de l'automne avec les membres du Bureau et les Présidents de Commission.

A ce stade, il ne s'agit pas encore de savoir s'ils seront traités dans le cadre de Rencontres, d'intercommissions ou de groupes de travail.

### 2.1. Thèmes prioritaires (intitulés très provisoires)

- **Mondialisation, compétitivité et économie des territoires.** De nombreux travaux existent dans ces domaines ce qui suggère que la statistique publique satisfait de nombreuses demandes. Cependant, avec les crises financière et économique, la montée en puissance des pays émergents (Brics, Afrique subsaharienne et Maghreb), de nouveaux besoins de connaissance apparaissent.
  - o Les cartes sont quelque peu rebattues pour saisir l'organisation mondiale du système productif et ses effets sur les capacités de production des territoires. Arrive-t-on à identifier les chaînes de valeur au niveau mondial ? Sait-on identifier les entreprises sous-traitantes des grands groupes exposées indirectement à la mondialisation, leur activité, l'emploi ?
  - o La question de compétitivité soulève plusieurs enjeux de connaissance. La statistique publique a une bonne connaissance des prix. Il n'en est pas de même de la compétitivité hors-prix. Différents domaines mériteraient d'être encore approfondis comme par exemple, la mesure des facteurs qui favorisent l'innovation technologique et non technologique.... Un autre thème concerne les risques financiers liés à l'interdépendance entre pays des conditions de financement de ces économies.
  - o Sous l'angle du développement économique des territoires, la connaissance des facteurs de la résilience potentielle des économies locales aux chocs internationaux, l'identification du degré de dépendance à des groupes internationaux sont-ils connus ?
  - o Les moteurs réels et financiers de la croissance potentielle de la France, les activités émergentes, les caractéristiques du financement du système français ne doivent-ils faire l'objet d'un sujet pour la statistique publique ?
  
- **Connaissance des parcours individuels**

Dans quelle mesure les trajectoires sociales amènent à des situations plus ou moins aisées (revenus, type de logement, d'emploi...).

Ces parcours sont-ils plus ou moins linéaires ? Par exemple, passent-ils par une diversité de forme d'emploi, sait-on les appréhender ?

Peut-on mesurer les cas de blocage dans des situations d'exclusion ou de soutien social ?

Peut-on analyser parcours professionnels et mobilités résidentielles ?

Les politiques publiques aident-elles à une transition vers des situations ne nécessitant plus l'aide publique ?

- **Mode de vie et Modes de production à l'ère du numérique.**

Comment la statistique publique capte-t-elle les transformations sur la manière de vivre et produire liée à la montée en puissance du recours au numérique. Ce sujet est multiforme : modification des processus productifs, de nouveaux produits ou services ont provoqué de profonds changements dans les modes de vie, comme l'articulation entre travail et vie privée, l'accès à la culture, les modes de consommation.

Question d'inégalités : tous les individus, comme toutes les entreprises n'accèdent pas à ces nouvelles technologies.

Comment la statistique publique rend-elle compte de ces évolutions ?

- **Connaissance des Territoires**

- L'accès aux services aux publics, est plus ou moins bien connu que ce soit par segment de population qu'au sens des types de territoires. Les différentes modalités de l'offre de services évoluent dans le contexte du numérique mais aussi de situations budgétaires parfois contraignantes pour les différents types d'opérateurs. Ce sujet donnerait aussi l'occasion de faire le point sur le périmètre des services publics à retenir pour la statistique publique, notamment, ne faut-il pas y inclure les questions de sécurité pour la population ?
- Il est admis que certains facteurs explicatifs des stratégies résidentielles des ménages trouveraient une explication dans la recherche de gain de pouvoir d'achat obtenus grâce à un moindre coût du logement, à une vie moins chère au quotidien, loin des très grandes villes où le foncier et les prix des biens et services seraient plus élevés. Cette question de pouvoir d'achat par les coûts et les revenus ne doit pas faire oublier d'autres dimensions liées à la mesure de la qualité de vie et du bien-être. Quelques études cherchent à mettre en évidence ces logiques mais se heurtent à un manque de connaissances localisées sur ces thèmes.
- Du point de vue des administrations locales ou centralisées, la connaissance territorialisée des dépenses de fonctionnement et des investissements des différentes fonctions publiques, notamment Etat, leurs financements sont largement à construire.
- En terme de développement économique, la question des effets d'entraînement des grandes aires urbaines sur le développement économique des autres types de territoires générés par les échanges, des flux matériels ou immatériels est mal identifiée.
- Enfin les différentes dimensions de la stratégie UE2020 (inclusion sociale, énergie climat, niveau d'éducation), renvoient à des politiques publiques qui nécessitent une connaissance territorialisée de ces enjeux pour décider des priorités en terme de politiques publiques.

- **Energie et Climat**

Dans le cadre plus général de l'objectif d'une croissance et d'un mode de vie soutenables, les questions d'Énergie et de Climat sont encore d'actualité et toujours sujet de débat public et feront encore l'objet de décisions importantes en matière d'investissements publics et privés. Ils reviennent aussi dans le débat public en France à l'initiative du gouvernement avec prochainement la tenue d'une Conférence environnementale et d'une Conférence sur l'énergie.

De nombreux acteurs sont concernés, comme par exemple, les entreprises et les salariés pour faire évoluer le système productif français vers des activités et les emplois de demain, le citoyen en terme d'évolution des comportements, les ménages pour accéder à des logements adaptés ou ayant à subir les diverses

conséquences du renchérissement de l'énergie. Les collectivités publiques et l'Etat dans différents domaines, notamment dans les conflits d'usage du sol.

La statistique publique dans ces domaines a beaucoup avancé, toutefois l'information statistique disponible est-elle suffisante au regard de ces enjeux, à différentes échelles de la décision publique ?

Par ailleurs, deux thèmes déjà envisagés par les Commissions peuvent être rattachés à cet exercice moyen terme :

**Les nouvelles formes d'emploi à l'épreuve de la statistique** (thème pressenti sous forme de Groupe de travail)

La diversification des modalités d'exercice de l'activité professionnelle, observée depuis une trentaine d'années sur le marché du travail avec plusieurs inflexions sur la période récente, constitue un enjeu important d'observation pour l'appareil statistique et d'analyse pour l'ensemble des acteurs sociaux impliqués dans le fonctionnement et la régulation du marché du travail. Ces modalités d'exercice de l'activité professionnelle sont identifiées sous le nom générique de « formes d'emploi » même si cette notion n'a pas d'assise conceptuelle précise et gagnerait à être précisée. Cette notion peut en effet renvoyer à la diversité des « statuts » (CDD, CDI, indépendant, stagiaire, intérim, auto entrepreneurs...), tout comme à la « manière » d'exercer son emploi : temps partiel (contraint ou choisi), de façon intermittente ou saisonnière, en multi activité, à distance (télétravail), chez des particuliers, multi sites, dans le cadre d'un groupement d'employeurs ou d'un portage salarial...

L'enjeu du groupe de travail serait préciser le contour des formes d'emploi que l'on cherche à cerner, avec une attention particulière sur les formes émergentes, puis de s'interroger sur la façon dont l'appareil statistique est aujourd'hui en mesure d'en rendre compte (en niveau comme en évolution), d'identifier les manques éventuels et les pistes d'amélioration envisageables.

**Entreprises et Responsabilité sociétale des entreprises** (thème pressenti sous forme d'Intercommission);

Il s'agit de la prise en compte des conséquences sociales et environnementales de l'activité des entreprises ainsi que leurs engagements sociétaux en faveur du développement durable. ».

La statistique publique aurait un rôle à jouer :

- en valorisant mieux ce qui existe déjà comme données sur les sujet,
- en aidant à la définition de concepts qui seraient proposés pour le reporting,
- en fournissant des données de cadrage par catégorie d'entreprises

## 2.2. Thèmes transversaux à traiter au sein des thématiques spécifiques

Il s'agit ici de proposer une grille d'approches qui seraient étudiées systématiquement dans les Rencontres ou Groupes de travail.

Les questionnements sous l'angle du **Développement Durable, de l'échelle d'observation territoriale dont les DOM** seraient examinés systématiquement, alors qu'ils avaient fait l'objet de rencontres ou focus particuliers dans le précédent MT 2009-2013.

De même, la dimension **Europe** devrait faire l'objet d'un point particulier en rappelant l'origine de la demande européenne : expression des besoins de la demande sociale ou de suivi de politiques publique à satisfaire.

Les principales **politiques publiques** devraient aussi être évoquées, le cas échéant, comme élément d'explicitation des besoins d'informations statistiques publiques pour aider à les définir, les suivre ou les évaluer.

L'identification de problématiques sur les **inégalités** devrait faire l'objet d'un point de vigilance.

Les **innovations méthodologiques et technologiques**, les éventuelles mutualisations concernant la production des enquêtes ou des systèmes d'information seraient présentés sous l'angle des apports pour les enquêtés, qu'ils soient des individus, des entreprises ou des administrations.

Les conditions d'accès à la statistique publique pour les **utilisateurs** seraient traitées en distinguant différents modes de diffusion et les formes d'accompagnement.

Tous ces questionnements et les modalités de concertation seront approfondis lors des consultations qui seront organisées de septembre au mois de novembre 2012.